L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI, 11 JANVIER 1890.

PETITES ANNONCES.

CHAMBRES en Pension.—On peut trouver d'excellentes chambres, avec ou sans pension, à des prix modérés, chez Mme Lia Pierre, No 8 rue Bienville, vis-à-vis la Place Lafayette, la partie dans le milieu, la plus tranquille et l'aérée.

ON DEMANDE.

UN Boulanger au No 6 rue Carondelet. $10 par semaine. 9 janv—5f

UNE demoiselle française désire se perfectionner dans la langue anglaise. S'adresser de 10 heures à 2 heures au No 94 Esplanade.

9 janv—6 11 13

SERRURIER D'EMPLOI.

UN jeune homme demande à s'occuper dans une famille sérieuse, de préférence dans une famille ayant des enfants. S'adresser à la lettre "C" à l'Abeille.

9 janv—6 11 13

A VENDRE.

MAISON en brique coin rue Roche et Hospital. S'adresser 93 Passage de la Bourse. 31 déc—15 f.

ANNONCES JUDICIAIRES.

PAR LE CONSTABLE.

TROISIEME COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.—No 5 398.—Dame Elisa Lawrence vs M. Hendrickson.—En vertu d'un ordre de saisie provisoire et en conformité à un arrêt de Feu Cadet, à moi adressé par la Cour de Cité susdite et susdite, et à moi remise aujourd'hui, je me suis transporté à l'étude de Me Jules Denis, huissier de la susdite Cour, et j'ai saisi et mis en mon pouvoir les effets suivants, appartenant à la défenderesse susdite, savoir :

Un lot de meubles de maison, saisis dans le susdit bureau.

Pour être vendu, comptant.

L. C. MURPHY,
Constable 3me Cour de Cité.

26 déc—30—janv. 6, 11.

Louis Fajet et als. vs. Charles Gérvier.

DEUXIEME COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.—No 12,423.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par la Deuxième Cour de Cité de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, j'ai saisi et mis en mon pouvoir, au Bayou St-Jean, en face le pont à péotons près de Southern Park, dans le Deuxième District de cette ville, SAMEDI, Deuxième District de cette ville, SAMEDI, 11 janvier 1890, à 9½ heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un cheval et une paire de roues.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

F. AD. PORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

7 janv—7 14 18

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Domingo Fuge.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 27,960.—Succession de Domingo Fuge.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera les comptes définitifs et le tableau de distribution de la succession susdite, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi lesdits comptes définitifs et tableau de distribution ne seront pas homologués.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

9 janv—9 14 18

Succession de William Garver.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 28,960.—Division B.—Succession de Mme Kate Garvey, née Boyle, première épouse de William Garvey, décédé.—Avis est par les présentes donné à tous ceux que cela peut concerner, qu'il a été fait et déposé par William Garvey, décédé, le compte de sa gestion et administration de la succession de feu William Garvey, décédé, et que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera ledit compte, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations contre la succession et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi ledit compte ne sera pas homologué.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 janv—7 11 16

Succession de John O'Meara.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,195.—Division B.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera le compte définitif et le tableau de distribution de la succession susdite, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations contre la succession susdite et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi ledit compte ne sera pas homologué et ledit tableau de distribution ne sera pas homologué.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

2 janv—3 8 12

Succession de John J. Fowler.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 28,907.—Division B.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera le compte définitif et le tableau de distribution de la succession susdite, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations contre la succession susdite et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi ledit compte ne sera pas homologué et ledit tableau de distribution ne sera pas homologué.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

2 janv—3, 7, 11.

Succession de J. F. Jollett.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 23,230.—Division C.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, et à toutes autres personnes ayant ou prétendant avoir quelque droit, titre ou intérêt dans la succession susdite, et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les motifs, s'il en est, pour lesquels le compte final présenté par Mme Virginia A. Fowler, administratrice de la succession susdite, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

2 janv—3, 7, 11.

Succession de Conrad Geofroid Grappendorf.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 28,923.—Division C.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que Charles Grappendorf a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir de lui la remise de la succession susdite, et que Conrad Geofroid Grappendorf, décédé intestat, avis est par les présentes donné à tous ceux que les présentes peuvent concerner, qu'il a été fait droit à la susdite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

4jan—6 9 13

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE ET DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 28,973.—Succession de Jean Dubuclet.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera le compte définitif et le tableau de distribution de la succession susdite, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations contre la succession susdite et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi ledit compte ne sera pas homologué et ledit tableau de distribution ne sera pas homologué.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 janv—7 11 16

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE ET DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,960.—Succession de Jean Dubuclet.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera le compte définitif et le tableau de distribution de la succession susdite, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations contre la succession susdite et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi ledit compte ne sera pas homologué et ledit tableau de distribution ne sera pas homologué.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 janv—7 11 16

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE ET DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,974.—Succession de Jean Dubuclet.—Avis est par les présentes donné aux créanciers de la succession susdite, que le Juge soussigné a fixé au 27 janvier 1890, à 10 heures A. M., comme temps auquel il recevra et homologuera le compte définitif et le tableau de distribution de la succession susdite, et ordonné que les créanciers aient à produire leurs réclamations contre la succession susdite et à montrer cause, s'il y en a, pourquoi ledit compte ne sera pas homologué et ledit tableau de distribution ne sera pas homologué.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 janv—7 11 16

CHARTE.

Etats-Unis d'Amérique,
Etat de la Louisiane, paroisse d'Orléans,
Ville de la Nouvelle-Orléans.

PARDEVANT NOUS, ANTOINE DORIOCOURT, notaire, dûment commissionné et assermenté pour la dite paroisse d'Orléans, et en présence des témoins ci-après nommés.

Sont comparus personnellement MM. Numa Landry, A. Hébert, Arthur Hart et Richard Frotscher, tous majeurs de cette ville, agissant pour eux-mêmes et pour les parties qu'ils représentent, en vertu de procurations et mandats, et les autres parties ci-après nommées, lesquels comparants nous ont requis de recevoir leur déclaration comme suit, savoir :

Lesquels disposent que, d'antériorité des dispositions de la loi existant dans les Statuts Révisés et de la Constitution des dits Etats relatives à l'organisation et à la mise en opération de banques d'émission, ils ont convenu (et ils s'y obligent par les présentes, ainsi que leurs héritiers et ayants cause) de souscrire à des actions additionnelles en proportion des actions qu'ils auront et leurs associés dans la Banque ci-après mentionnée, et ce à l'expiration de ce délai de soixante jours pourront être vendues par le Conseil d'Administration pour valeur en, pair, pas au-dessous.

ARTICLE IX.

Tous les souscrits de dette corporation seront donnés à ce exercice par un Conseil de Direction composé de sept personnes, chacune desquelles est élue à temps, et qui seront ou pourront être choisies parmi les actionnaires du dit Corps de la corporation.

ARTICLE X.

Le troisième lundi de décembre 1890, et annuellement ensuite, une élection de directeurs aura lieu pour la banque à la maison de banque de la dite corporation; une pluralité des votes qui y seront donnés suffira pour élire; mais si pour une cause quelconque la dite élection n'a pas lieu à la dite élection sera donné dans un moins deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle Orléans.

ARTICLE XI.

Les personnes suivantes sont par le présent choisies et nommées premier conseil de direction, qui servira jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le nouveau board, lequel succédera le premier lundi de décembre 1890, A. Hébert, vice-président; Charles Favrot, Richia P. Stocher, D. A. Lanaux, Charles Pecaut, L. Bissenthal, Numa Landry.

ARTICLE XII.

Le Board de Directeurs s'ira à leur première assemblée, un de leurs membres comme président de la corporation; pourra que le dit président dans de la corporation; pourra que le dit président soit absent à une assemblée d'une majorité des votes de tout le board—dont le devoir sera de présider toutes les assemblées du board; en cas de vacance dans le bureau de président, les directeurs pourront choisir un des leurs comme président pro tem, qui aura et exercera pendant ce temps pour l'effet il sera nommé les pleins pouvoirs de président.

ARTICLE XIII.

Le nombre de directeurs nécessaires pour composer les billets et traites et achats des lettres de change sera déterminé par les règlements de la corporation; mais pour la transaction de toutes affaires il faudra une majorité des directeurs sera requise pour constituer un quorum et la décision d'une majorité des dits quorum sera valable et obligatoire.

ARTICLE XIV.

Le Board de Directeurs aura plein pouvoir de faire des règlements; il nommera un cashier et tous les officiers de emp'oyés de cette corporation et il sera leurs appointements; pourra que les dits officiers et employés donneront un cautionnement et les personnes nommées pourront être déplacées par le board le jugera nécessaire, celui-ci réglera les affaires de la dite banque et emploiera et le pouvoir que cette ci devront fournir respectivement; le dit board aura le pouvoir de changer les règlements et statuts et l'ordre des affaires de la compagnie l'exigeront, et de nommer des agents dans l'Etat et en dehors de l'Etat, sujets aux restrictions qui seront prescrites par le board.

ARTICLE XV.

Le Board de Directeurs après avoir payé toutes les dépenses de la corporation déclarera et paiera deux fois par an, si les profits des affaires de la corporation le justifient, des dividendes sur les profits qu'il jugera opportun. Avis de la chose sera alors publié dans un moins deux journaux dans la ville de la Nouvelle Orléans.

ARTICLE XVI.

Le Board de Directeurs aura le pouvoir de remplir toute vacance qui pourra survenir dans le board.

ARTICLE XVII.

Les vacances dans le Conseil de Direction pourront être déclarées par suite de mort, de démission, de refus ou de cession d'acceptation, pour insolvabilité ou absence sans permission pendant soixante jours consécutifs.

ARTICLE XVIII.

Tout transfert d'action ou d'actions de fonds capital sera fait sur les livres de la corporation, et dûment signé par l'actionnaire ou son fondé.

ARTICLE XIX.

Le Board de Directeurs pourra clore le livre de transfert autant de fois qu'il le jugera nécessaire, mais jamais pendant plus de dix jours à chaque fois.

ARTICLE XX.

Aucun certificat de stock ne sera émis à moins que tous les versements aient été payés en plein.

ARTICLE XXI.

Le défaut pour une cause quelconque d'être les directeurs le jour que la dite élection doit avoir lieu ne pourra pas dissoudre la corporation, mais les directeurs de dix jours au moins dûment à exercer celle-ci et l'avis aussi sera donné comme il est dit avis aussi sera donné dans un autre jour pour la dite élection, laquelle avis au continuera à donner de temps à autre jusqu'à ce que l'élection ait eu lieu.

ARTICLE XXII.

Chaque actionnaire aura droit, directement ou par procuration (à lui donné), pour chaque action qu'il possédera, à toute assemblée des actionnaires, et à un vote par chaque action, pourvu qu'aucun actionnaire ne donne un son propre nom plus de cinquante, et pourra aussi en agir de la première élection il aura possédé le stock au moins trois mois avant de voter.

ARTICLE XXIII.

Chaque élection de directeurs de cette corporation sera faite par scrutin et dirigée par trois commissaires, qui auront choisis par le board parmi les actionnaires qui n'auront ni ne seront éligibles en même temps comme directeurs de cette corporation, ni un directeur d'une autre banque quelconque, ni non plus, ne pourra être directeur de cette compagnie.

ARTICLE XXIV.

Une majorité des dits trois dits susmentionnés, provisionnel, l'occupera tous pouvoir en pleine et entière, jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le nouveau board, lequel succédera le premier lundi de décembre 1890, A. Hébert, vice-président; Charles Favrot, Richia P. Stocher, D. A. Lanaux, Charles Pecaut, L. Bissenthal, Numa Landry.

ARTICLE XXV.

Le Président et le cashier signeront tous les certificats, billets, certificats d'actions et comptes de toute corporation.

ARTICLE XXVI.

Nos Procès-verbaux de toutes les séances du Conseil de Direction certifiés par le Président seront reçus en preuve en Cour.

ARTICLE XXVII.

A l'expiration de la durée de cette corporation, tous affaires seront liquidées par le Conseil de Direction alors en fonction, et ce dernier aura le pouvoir de vendre et de transférer tous les biens et propriétés de la corporation, et de faire tous les actes nécessaires pour la liquidation de ses affaires et la distribution de ses biens entre les actionnaires, et de donner tous pouvoirs nécessaires à cet effet à un ou plusieurs de ses membres ou à toute autre personne.

ARTICLE XXVIII.

Cette charte pourra être amendée, modifiée ou changée dans toutes ses dispositions et le Conseil de Direction, à l'exception toutefois de celles qui ne peuvent être changées ou modifiées sans le consentement unanime de tous les actionnaires, et ce, sous la sanction d'une majorité des votes des actionnaires représentant les deux-tiers du capital social.

ARTICLE XXIX.

Les actionnaires ne seront pas responsables des pertes et engagements encourus par la dite corporation plus que la montant de leur souscription et appel au fonds social.

ARTICLE XXX.

Tout actionnaire consentant ou négligeant de payer les échéances alors qu'il en reçoit la requête de la Direction, l'intérêt à huit pour cent par an sera payé à compter de l'échéance jusqu'au jour du paiement, et encore d'être actionnaire jusqu'à ce que tous les paiements par lui faits précédemment